2. Prie instamment les institutions multilatérales de répondre promptement et de manière appropriée, dans toute la mesure du possible, aux besoins de ces pays en développement et de jouer un rôle catalytique en vue de mobiliser une aide additionnelle;

3. Les engage instamment en outre à satisfaire promptement et de manière appropriée aux besoins des réfugiés et autres personnes déplacées par la crise et à servir de catalyseur pour mobiliser une assistance supplémentaire à leur intention;

4. Demande au Secrétaire exécutif de compiler, en coopération avec les organisations internationales compétentes et les pays touchés, des renseignements concernant les effets éventuels sur la région de la CESAP de la dégradation environnementale qui s'est produite et de les lui communiquer pour lui permettre d'envisager les mesures à prendre;

5. Le prie de faire usage de ses bons offices auprès des présidents de l'Assemblée générale des Nations Unies, du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social, afin d'obtenir l'aide demandée dans la présente résolution;

6. Le prie en outre de tenir le Comité consultatif des représentants permanents et d'autres représentants désignés par les membres de la Commission au courant des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

724ème séance
10 avril 1991

47/7. Intégration de l'environnement et du développement en Asie et dans le Pacifique 7/

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,

Préoccupée par la grave menace que représentent pour un développement écologiquement rationnel et durable la dégradation de l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles de la région de la CESAP,

7/ Voir plus haut, par. 364.

Soulignant en conséquence l'urgente nécessité pour tous les pays d'intensifier leur action de protection et d'amélioration de l'environnement aux niveaux national, sous-régional et mondial,

Rappelant sa résolution 267 (XLIV) en date du 20 avril 1988, dans laquelle elle décidait de convoquer une conférence ministérielle sur l'environnement en 1990,

Rappelant également la résolution 44/228 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1989, concernant la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui doit se tenir au Brésil en 1992, et l'importance accordée aux contributions régionales à cette conférence,

Constatant avec satisfaction que les pays de la région ont intensifié leurs efforts communs pour mettre au point des politiques et des programmes propres à assurer un meilleur équilibre entre, d'une part, le développement économique et social, et, d'autre part, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et la protection de l'environnement, et se félicitant en particulier des résultats de la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique, tenue à Bangkok les 15 et 16 octobre 1990,

Se rendant compte que le manque de ressources, financières entre autres, et de moyens technologiques constitue l'un des principaux obstacles à une participation plus concrète des pays en développement de la région à l'action mondiale et régionale de protection de l'environnement,

Réaffirmant les objectifs énoncés aux alinéas j) et m) du paragraphe 15 de la section I de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1989 quant aux ressources financières nécessaires et à l'accès aux techniques écologiquement rationnelles et au transfert de ces techniques, notamment en ce qui concerne les pays en développement, aux fins d'un développement écologiquement rationnel et durable,

1. Approuve la Stratégie régionale de développement écologiquement rationnel et durable adoptée d'un commun accord par la Réunion de hauts fonctionnaires sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique, tenue à Bangkok du 13 au 19 février 1991;

2. Souligne la nécessité pour tous ses membres et membres associés de mettre au point des stratégies et des plans d'action nationaux de développement écologiquement rationnel et durable ou bien de renforcer les stratégies et plans existants;

3. Approuve, pour soumission dès que possible au Comité préparatoire de la Conférence, la contribution de la région de l'Asie et du Pacifique à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement telle que cette contribution a été arrêtée d'un commun accord par la Réunion de hauts fonctionnaires;

4. Appuie la création, conformément à la recommandation de la Réunion de hauts fonctionnaires, d'un comité interinstitutions pour les questions d'environnement-développement chargé de renforcer la coordination et la coopération régionales s'agissant de formuler, d'exécuter, d'examiner et de suivre les activités et initiatives visant à promouvoir un développement écologiquement rationnel et durable dans la région de l'Asie et du Pacifique et d'en rendre compte;

5. Invite tous les organismes et institutions spécialisés compétents des Nations Unies, ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales régionales et sous-régionales, les organismes de financement multilatéraux et les organismes d'aide bilatérale, à participer activement à la mise en place et aux travaux futurs du comité inter-institutions;

6. Demande que soient appliquées sans tarder les diverses recommandations de la Conférence ministérielle, en particulier la Déclaration ministérielle sur un développement écologiquement rationnel et durable en Asie et dans le Pacifique et la Stratégie régionale, et qu'un appui soit fourni à cet effet par les gouvernements donateurs et les organismes et institutions spécialisés des Nations Unies;

7. Prie le Secrétaire exécutif de suivre l'application de la Déclaration ministérielle et de la Stratégie régionale et de lui rendre compte à ce sujet lors de ses sessions annuelles, ainsi que de mettre au point à cette fin les méthodes et mécanismes de contrôle et d'évaluation appropriés;

8. Le prie en outre d'étudier, en consultation avec les organismes et institutions spécialisés des Nations

Unies et les gouvernements donateurs, la possibilité de créer un mécanisme régional de financement pour l'exécution, aux niveaux national, régional et sous-régional, de programmes et projets de développement écologiquement rationnel et durable, et de lui rendre compte à sa quarante-huitième session des progrès réalisés à cet égard.

724ème séance
10 avril 1991

47/8. Coopération et coordination régionales dans le domaine de la télédétection et des systèmes d'information géographique 8/

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,

Notant qu'aux fins d'une mise en valeur des ressources naturelles et d'une gestion environnementale durables il est indispensable de disposer de données de base sur les ressources naturelles existantes et sur l'environnement ainsi que d'une information suivie sur leur évolution,

Notant également que la télédétection et la technologie connexe des systèmes d'information géographique constituent des instruments indispensables de la collecte de l'information de base et de l'information relative à la détection des changements dynamiques en vue de l'analyse d'impact environnemental qu'exige toute activité de gestion des ressources naturelles et de surveillance de l'environnement,

Consciente qu'un certain nombre de ses membres et membres associés participent d'ores et déjà à l'application des techniques de télédétection et de la technologie des systèmes d'information géographique pour l'étude de leurs ressources naturelles, pour la surveillance de l'environnement et pour la planification du développement, et que bon nombre d'entre eux ont effectué des investissements substantiels en vue d'acquérir cette technologie,

Rappelant que, dans le cadre de la coopération technique entre pays en développement, elle a déjà pris des mesures de coordination et de collaboration au niveau régional en matière d'application et de développement de la télédétection, cela par le canal de son Programme

8/ Voir plus haut, par. 513.